



MINISTÈRE DES ARMÉES

Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) (Consultation n°DAF_2025_001163-S3-LN)

relatif à la maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit de diverses entités du GSC Bordeaux (dpt 33) – 3 sites (BA 106 Mérignac – camp de Souge/Martignas et Bordeaux HQG).

Annexes :

- A - Listing catégorie MRC
- B - Listing consommables/ingrédients
- C – Listing MRC
- D - Fiche incident

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – LIMINAIRE	3
ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 3 – PERIMETRE D’ACTIVITES.....	4
3.1 – MATERIELS INCLUS	4
ARTICLE 4 – DEFINITION DES PRESTATIONS.....	4
4.1 – VISITES DE MAINTENANCE PREVENTIVE SYSTEMATIQUE (FORFAITISEES)	4
4.2 – CALENDRIER DES VISITES DE MAINTENANCE PREVENTIVE.....	8
4.3 – MAINTENANCE CORRECTIVE.....	9
4.4 – DECLENCHEMENT DES INTERVENTIONS.....	10
ARTICLE 5 – DELAIS CONTRACTUELS DANS LE CAS DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE.....	10
5.1 – CAS DE LA « PANNE SIMPLE » (SANS PIECES DETACHEES).....	10
5.2 – CAS DU PRIX « PANNE COMPLEXE » (AVEC PIECES DETACHEES).....	10
5.3 – REMARQUES GENERALES.....	11
ARTICLE 6 – TRACABILITE DES INTERVENTIONS.....	12
6.1 – TRAÇABILITE IMMEDIATE (AU FIL DE L’EAU)	12
6.2 – FICHE D’INTERVENTION, DEVIS : SUPPORT / FORMALISME A RESPECTER	12
ARTICLE 7 – PIECES DETACHEES	13
7.1 – APPROVISIONNEMENT ET GARANTIE DES PIECES.....	13
7.2 – ENLEVEMENT ET ELIMINATION DES PIECES USAGEES.....	13
7.3 – PRIX DE LA PIECE DETACHEE (REMISES ET MARGE COMMERCIALE).....	14
ARTICLE 8 – CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION	14
8.1 – VARIATION DU PARC MRC.....	14
8.2 – MATERIELS NEUFS SOUS GARANTIE.....	14

ARTICLE 1 – LIMINAIRE

La maintenance des équipements de restauration collective au sein des organismes abritant la fonction restauration du ministère des armées est exécutée conformément à la définition AFNOR X60-000 (**16 Avril 2016**) à savoir :

La maintenance est l'ensemble de toutes les actions techniques, administratives et de management durant le cycle de vie d'un bien, destinées à le maintenir ou à le rétablir dans un état dans lequel il peut accomplir la fonction requise.

Les prestations attendues s'entendent avec **obligation de résultat**, incluant la pérennité du fonctionnement et les éventuelles remises en service des équipements dans les délais contractuels (cf article 5) et pendant les périodes de fonctionnement des emprises concernées.

Définitions :

LA MAINTENANCE PREVENTIVE :

Maintenance exécutée à intervalles prédéterminés (calendrier préétabli), ou selon des critères prescrits (temps de fonctionnement défini), et destinée à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement d'un bien.

LA MAINTENANCE CORRECTIVE (anciennement curative) :

Maintenance exécutée après détection d'une panne et destinée à remettre un bien dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise. Elle peut être « différée » si « elle n'est pas exécutée immédiatement après la détection d'une panne, mais est retardée en accord avec des règles de maintenance données ». Elle peut être « d'urgence » si « elle est exécutée sans délai après détection d'une panne afin d'éviter des conséquences inacceptables ».

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES

Le présent marché concerne la mise en œuvre des différents types de maintenance de manière générale et selon le tableau récapitulatif ci-dessous :

Formes de maintenances	Faisant partie de ce marché
MAINTENANCE CORRECTIVE (curative)	OUI
MAINTENANCE PREVENTIVE	OUI

Le titulaire s'engage à faire preuve de professionnalisme dans la gestion globale de ses interventions, et particulièrement dans la gestion des commandes de pièces détachées nécessaires pour terminer une intervention ; à respecter les règles de l'art de la profession ; à veiller à ce que toutes les conditions de sécurité soient garanties pour les utilisateurs (personnels des restaurants) et pour ses techniciens.

Dans le cadre de son activité, le titulaire devra veiller à ce qu'aucun élément étranger ne soit entreposé durablement dans les locaux de restauration. Le titulaire sera tenu responsable de tout accident ou incident provoqué par un tel manquement sauf s'il a formulé expressément et exceptionnellement une demande au bénéficiaire. Le titulaire est tenu de nettoyer son périmètre d'intervention (enlèvement des rebuts, pièces usagées, écoulement de produits, etc.).

ARTICLE 3 – PERIMETRE D'ACTIVITES

3.1 – Matériels inclus

Les matériels de restauration collective (MRC) concernent l'ensemble des équipements fixes ou mobiles permettant le stockage, la préparation, la cuisson, le maintien en température dirigé, la distribution, le lavage et l'entreposage des ustensiles et contenants nécessaires à la confection des repas. On retrouve une liste non exhaustive des équipements en annexe A du présent document. On regroupe généralement ces MRC dans 2 catégories et 11 familles que sont :

Matériels MAJEURS (Prioritaires) : dont la défaillance entraîne un désordre majeur dans les capacités de production et de service de l'établissement et ne peuvent être contournée par une organisation ponctuelle palliative. Cette catégorie doit être traitée dans les plus brefs délais.

Cela concerne les familles suivantes :

- Les équipements dédiés au lavage (machines à laver, à convoyeur ou à paniers, et convoyeurs à paniers ou à plateaux)
- Les équipements dédiés à la cuisson verticale (fours)
- Les équipements dédiés à la cuisson horizontale (sauteuses)
- Les équipements dédiés à la distribution des repas (vitrines réfrigérées et bain-marie)
- Les équipements dédiés au maintien en température (armoire froide ou chaude)

Matériels AUTRES (Non-Prioritaires) : dont la défaillance entraîne une gêne importante mais pouvant être contournée par une organisation palliative ponctuelle. Cette catégorie doit être traitée dans des délais acceptables.

Cela concerne les familles suivantes :

- Les équipements dédiés à la cuisson horizontale (autre que sauteuses)
- Les équipements dédiés à la distribution des repas (autre que vitrines réfrigérées et bains marie)
- Les équipements dédiés à la préparation des aliments (électromécanique)
- Les équipements dédiés au petit lavage (lave-vaisselle frontal et lave-verres)
- Les équipements neutres annexes en inox (inox)
- Les autres équipements inclassables (divers)

ARTICLE 4 – DEFINITION DES PRESTATIONS

L'ensemble des prestations se décompose comme suit :

4.1 – Visites de maintenance préventive systématique (forfaitisées)

Maintenance préventive systématique : Maintenance exécutée à des intervalles de temps préétablis ou selon un nombre défini d'heures de fonctionnement

Nombre de visite de maintenance préventive systématique	Modalité calendaire selon chaque cas
1 (annuelle)	Courant le 3 ^e mois
2 (semestrielle)	Courant le 3 ^e mois pour la première et le 9 ^e mois pour la seconde
3 (trimestrielle)	Courant le 3 ^e mois pour la première le 6 ^e mois pour la deuxième le 9 ^e mois pour la troisième le 12 ^e mois pour la quatrième

<i>Certificats réglementaires de vérification</i>		
Prestation obligatoire	Selon réglementation	périodicité
Contrôle d'étanchéité périodique des circuits frigorifiques des armoires froides, cellules de refroidissement rapide et meubles de self réfrigéré concernés par la réglementation en vigueur	Le règlement (UE) n° 517/2014 appelé F-Gaz entré en vigueur depuis le 1 ^{er} janvier 2015, • le décret n°2015-1790 du 28 décembre 2015 ; • les arrêtés d'application du 29 février 2016.	• Annuel ou semestriel selon qté de GAZ et présence de dispositif permanent de détection de fuite
Entretien, vérifications techniques et contrôle du réseau de GAZ (partie visible rigide ou flexible de la 2 ^e détente à chaque équipement)	Arrêté du 23 janvier 2004 portant approbation de disposition complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public Article GZ18 ; GZ29 ; GZ30	• Vérification étanchéité annuelle • Échange flexible selon date de fin de validité
Entretien, désinfection, vérifications techniques des équipements utilisant de l'eau (brute ou adoucie) destinée à la consommation humaine, échange filtre, lampes UV suivant modèle et détartrage (1)	Circulaire DGS/PGE/1D n°2058 du 30 décembre 1986 relative à l'utilisation des fontaines réfrigérantes. NF EN 806-5 « Spécifications techniques relatives aux installations d'eau destinées à la consommation humaine à l'intérieur des bâtiments – Partie 5 : exploitation et maintenance »	• Semestrielle

¹ Obligation de suivre et de fournir le plan de maintenance préventive constructeur

Entretien, vérifications techniques des broyeurs, compacteurs, presses à balle	Décret 9341 du 11/01/1993 Arrêté du 5 mars 1993 soumettant certains équipements de travail à l'obligation de faire l'objet des vérifications générales périodiques prévues à l'article R. 233-11 du code du travail Version consolidée au 31 mai 2017	• Trimestriel
Entretien, vérifications techniques des machines à laver et convoyeurs	* Prestation minimale	• Trimestriel
Entretien, vérifications techniques des appareils de cuisson verticale et horizontale	* Prestation minimale	• Semestriel
Contrôle de propreté, Nettoyage et soufflage des échangeurs (évaporateurs et condenseurs) de tous les équipements contenant des fluides frigorigènes	* Prestation minimale	• Semestriel
Contrôle, nettoyage et réglage des organes participants à la combustion idéale (stœchiométrique à excès d'air) de tout type de bruleur gaz présent dans les équipements	* Prestation minimale	• Semestriel
Entretien, vérifications techniques de tous autres matériels raccordés à une énergie <u>après</u> l'organe principal de sécurité (gaz et/ou électricité)	* Prestation minimale	• Semestriel
Contrôle et vérification d'étanchéité des micro-ondes - Vérification visuelle enveloppe du four, intérieur et extérieur, de l'état du câble électrique, de l'état de la porte, du dispositif de sécurité du four	* Prestation minimale	• Annuel
Entretien, vérifications techniques des matériels électromécaniques	* Prestation minimale	• Semestriel

Vérification des désinsectiseurs et armoires à couteau, échange des lampes UV	* Prestation minimale	• Annuel
Contrôle et étalonnage des afficheurs de température des armoires froides et chaudes	* Prestation minimale	• Annuel

* Le titulaire doit prendre en compte les opérations décrites ci-dessus, sous réserve qu'elles correspondent bien à un équipement **physiquement présent** dans la monographie de chaque restaurant.

Le titulaire a fourni dans son offre un tableau récapitulatif des visites préventives systématiques (annexe 2 à l'ATTRI1 (acte d'engagement) permettant de vérifier les actes proposés, les matériels concernés (immatriculation) ainsi que la périodicité pour chacun (mensuelle, trimestriel, semestriel, annuel) qu'il s'engage à effectuer.

Une prestation de maintenance préventive ne saurait être assimilée à une intervention corrective, et inversement.

Dans le cadre de cette/ces visite(s) de maintenance préventive systématique forfaitisée, le titulaire est assujéti à une obligation de résultat consistant à intervenir dans les conditions et modalités suivantes incluant :

- ✓ les déplacements aller-retour ;
- ✓ la main d'œuvre ;
- ✓ les entretiens, vérifications techniques et contrôles spécifiques ou de conformité (*conformément au tableau des certificats réglementaires de vérification ci-dessus*);
- ✓ toutes les actions nécessaires au démontage et au remontage des équipements (dépose des habillages) hormis les matériels sous garantie ;
- ✓ les matériels sous garantie : cette visite se restreindra aux essais et contrôle du matériel (sans démontage) ;
- ✓ les essais et contrôle de performance des matériels ;
- ✓ la fourniture de petites pièces comprenant l'emploi de consommables, de filtres¹ et petites visseries au titre des interventions de contrôle, de vérification, d'entretien, de réglage, de nettoyage, de graissage (*conformément à l'annexe B du présent document*);
- ✓ l'apposition réglementaire d'étiquette, de macaron ou tout autre indicateur en conformité avec la législation en vigueur ;
- ✓ la production de documents d'interventions alimentant les registres d'entretien du site en conformité avec la législation en vigueur (ex : test étanchéité des installations frigorifiques) ;

¹ Dans le cadre des Contrôles des équipements utilisant de l'eau (brute ou adoucie) destinée à la consommation humaine, les filtres, lampes UV à changer et produits (détartrage et désinfection) doivent être compris dans le forfait préventif et ne donneront pas lieu à des bons de commandes correctifs

- ✓ Consécutivement à cette visite, le prestataire devra fournir au bénéficiaire un compte rendu détaillé et exhaustif qui mentionne pour chaque équipement concerné les actes de maintenance préventive systématique effectués. Et ceci au travers d'un tableau identique à celui imposé par la consultation (conformément au tableau « proposition des visites préventives systématiques »).

Ces visites préventives systématiques (programmées, si besoin, sur plusieurs jours) seront effectuées en dehors des heures d'utilisation des équipements et n'occasionneront aucune indisponibilité des équipements.

Par principe et dans la mesure du possible, les opérations de maintenance préventive systématique :

- sont effectuées conformément au calendrier validé par RHL;
- ne donnent pas lieu à un bon de commande.

A l'issue de chaque maintenance préventive, le matériel doit retrouver son aspect originel (suppression des jeux excessifs, fixation des habillages, remplacement des petites fournitures, nettoyage).

Le titulaire prévient de ses jours et heures de passage **avec un préavis d'au minimum 48 heures**, le responsable désigné sur le protocole de sécurité. L'administration se réserve le droit de refuser les opérations de maintenance en dehors des périodes fixées par le calendrier d'intervention.

Les résultats, issus des visites préventives, seront envoyés à division RHL par le titulaire du marché avec copie au gérant des cercles des sites concernés (annexe C du CCAP).

4.2 – Calendrier des visites de maintenance préventive

Une réunion annuelle de validation des opérations de maintenance préventive est réalisée entre le prestataire et l'administration (division RHL de la PFC) dans :

- les 3 premières semaines de la prise d'effet du marché ;
- une période de 2 semaines au début du 12ème mois (date anniversaire et/ou de reconduction)

Ce calendrier entérine les opérations de maintenance préventive qui sont exécutées par le titulaire selon les normes établies, les règles préconisées par les constructeurs et les préconisations de l'Administration.

Le calendrier devra comporter les dates exactes d'intervention, il devra être adressé à chaque date anniversaire du marché.

Le calendrier de maintenance pourra s'adapter en deuxième année selon le degré de bon fonctionnement constaté pour certains matériels, sans toutefois impacter significativement la durée annuelle globale consacrée à la maintenance préventive.

Le titulaire prévient par mail, le responsable du site, de ses jours et heures de passage, avec **un préavis d'au minimum 48 heures**.

L'administration se réserve le droit de refuser les opérations de maintenance en dehors des jours fixés par le calendrier d'intervention.

Le point de départ du délai est le premier jour de la date prévue au calendrier. Les prestations devront être achevées dans un délai de 7 jours ouvrés. Le dépassement du délai ou l'intervention hors période entraîne des sanctions prévues à l'article 5 du CCAP.

Le titulaire adressera à l'issue de chaque visite un rapport d'intervention détaillé des matériels vérifiés avec leur numéro d'identification, conformément au calendrier des visites de maintenance préventive, à la PFC-SO (pfc-sud-ouest-mco.contact.fct@intradef.gouv.fr) ainsi qu'au gérant des sites concernés. Ce qui permettra aux bénéficiaires d'effectuer des demandes de réparation au vu des observations indiquées dans ce document. Ces documents devront être adressés jusqu'à la fin du mois en cours de vérification. (Exemple : inter le 15/06 réception maximum rapport le 30/06).

4.3 – Maintenance corrective

Les interventions correctives sont réalisées sur demande pendant toute la durée du marché. Il existe deux types d'interventions :

- **Intervention panne simple** : résolution de la panne sans remplacement de pièces (réglage, nettoyage, ajustement, ...) généralement résolue en une unique intervention.
- **Intervention panne complexe** : résolution de la panne avec remplacement de pièces nécessitant plusieurs interventions. Dans l'exécution, ce prix « panne complexe » sera appliqué lorsque la facture comprendra une ou des pièces préalablement validé par le bénéficiaire.

Les déplacements aller-retour, la main d'œuvre (MO) nécessaire à l'expertise et le diagnostic des pannes ainsi que le cout de la main d'œuvre nécessaire à la réparation sur site avec le montage des pièces éventuelles² seront **forfaitisés** (voir annexe 1 à l'ATTRI1 – Bordereau des prix).

Par principe, à une intervention doit correspondre une réparation. Ainsi, au titre d'une panne complexe, la phase de diagnostic et l'élaboration du devis ne peuvent donner lieu à une facturation de main d'œuvre. S'agissant des frais de déplacement, ces derniers font soit l'objet d'un abattement, soit d'une gratuité en l'absence de résolution de la panne.

La fourniture de petites pièces comprenant l'emploi de consommables, de filtres³, lampes UV suivant modèle et petites visseries au titre des interventions de contrôle, de vérification, d'entretien, de réglage, de nettoyage, de graissage (*conformément à l'annexe B du présent document*) ne doit pas faire l'objet d'une ligne de facturation.

Chaque proposition de prix de maintenances correctives et/ou préventives prévisionnelles devra être construite en prenant en compte obligatoirement les différents coûts de la liste suivante :

- ✓ Les frais administratifs, de gestion diverse,
- ✓ Les frais de port éventuels (uniquement pour le prix panne complexe),
- ✓ La formation au bénéficiaire de la bonne utilisation des équipements.

² Doit être inclus sans facture supplémentaire par exemple : récupération de fluide ; gestion et suivi du fluide, tirage au vide ...

³ Dans le cadre des Contrôles des équipements utilisant de l'eau (brute ou adoucie) destinée à la consommation humaine, les filtres ou lampes UV à changer doivent être compris dans le forfait préventif et ne donneront pas lieu à des bons de commandes correctifs

4.4 – Déclenchement des interventions

Toute intervention de maintenance corrective (simple ou complexe) est obligatoirement déclenchée par un mail d'intervention portant un numéro d'attribution (OT et GMAO) de la division RHL de la PFC Sud-ouest (pfc-sud-ouest-mco.contact.fct@intradef.gouv.fr). Pour la prise de rendez-vous d'intervention, les coordonnées des personnes à contacter en amont figureront dans la demande d'intervention.

En l'absence d'un mail de validation via l'adresse mentionnée supra, toute facturation sera rejetée.

ARTICLE 5 – DELAIS CONTRACTUELS DANS LE CAS DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE

Dans le cadre d'une maintenance corrective, le titulaire est assujéti à une obligation de résultat consistant à intervenir et à réparer le matériel dans les délais requis. La décomposition de l'intervention et les délais contractuels maximums qui leurs sont associées se décomposent comme suit :

5.1 – Cas de la « panne simple » (sans pièces détachées)

Etapes	Action	Durée maximale autorisée	Délai compris
E1*	Intervention unique : Diagnostic et réparation par le titulaire	J+1 (matériels MAJEURS) J+2 (matériels AUTRES)	entre le signalement de la panne (envoi de la demande d'intervention par courriel ⁴) et la réparation effectuée physiquement par le technicien sur site.

5.2 – Cas du prix « panne complexe » (avec pièces détachées)

Etapes	Action	Durée maximale autorisée	Délai compris
E1*	1ere intervention sans résolution de panne : Diagnostic (main d'œuvre gratuite, frais de déplacement réduits ou gratuits)	J+1 (matériels MAJEURS) J+2 (matériels AUTRES)	entre le signalement de la panne (envoi de la demande d'intervention par courriel ⁵) et la réparation effectuée physiquement par le technicien sur site.
E2**	Etablissement et transmission du devis (devis gratuit) par le titulaire	24 heures (ou 1 jour) maximum (matériels MAJEURS) 48 heures (ou 2 jours) maximum (matériels AUTRES)	entre le diagnostic et l'envoi du devis à la section MCO/MRC de la DRHL.
E3	Analyse et validation du devis par le bénéficiaire	Réponse à apporter dans la limite de : 5 jours ouvrés maximum	entre l'envoi du devis par le titulaire et la demande d'achat qui génère un EJ (engagement juridique ou BDC) effectuée pour validation par la section MCO/MRC de la DRHL.

⁴Le décompte du délai débute à l'heure d'émission figurant sur le courriel.

⁵Le décompte du délai débute à l'heure d'émission figurant sur le courriel.

E4***	Réparation par le titulaire	14 jours (matériels MAJEURS) 21 jours (matériels AUTRES)	entre l'envoi au titulaire de l'EJ (engagement juridique ou BDC) et la réparation du ou des matériels concernés.
-------	-----------------------------	---	--

5.3 – Remarques générales

* La panne est signalée par une demande d'intervention (OT ordre de travail et GMAO) numérotée, adressée par courriel au représentant du marché par le service MCO/MRC de la DRHL/PFC.SO. Le titulaire doit étudier la possibilité de faire fonctionner l'équipement en mode dégradé (maintenance palliative), sans provoquer une aggravation du dysfonctionnement et seulement si l'opération n'engendre pas un risque quelconque pour l'utilisateur. Dans ce cas, ce mode de fonctionnement devra obligatoirement apparaître dans le registre des pannes et être accompagné des dates et heures de début et de fin. Les interventions sont effectuées de manière à causer le minimum de gêne dans le fonctionnement du restaurant.

** L'établissement du devis éventuel s'entend uniquement lorsqu'il est nécessaire de remplacer une pièce défectueuse hors consommable et ingrédients.

*** Cette durée peut être étendue seulement si le titulaire propose un équipement de remplacement (prestation incluse dans le devis de l'étape 2). Comme l'installation d'un conteneur frigorifique, par exemple. Mais ne pourra excéder toutefois 30 jours au total.

5.4 – Récapitulatif des différents cas de facturation possible

CAS	formulation	Détails des étapes	Facturation à appliquer
N°1	1 intervention sans pièce	<ul style="list-style-type: none"> - demande intervention - 1^{ère} intervention - essai OK - établissement du devis de régularisation - facturation 	Prix déplacement et main d'œuvre au cout forfaitaire
N°2	2 interventions car besoin en pièces et validation	<ul style="list-style-type: none"> - demande intervention - 1^{ère} intervention - besoin en pièce - établissement du devis - validation (sauf si litige) - 2^{ème} intervention - facturation 	<p>1^{ère} intervention sans résolution de panne : Main d'œuvre et devis gratuits</p> <ul style="list-style-type: none"> - Frais de déplacement avec cout réduit ou gratuit <p>2^{ème} intervention : résolution de panne : Facture avec déplacement et main d'œuvre au cout forfaitaire + facturation pièce</p>
N°3	2 interventions car besoin en pièces et refus ou abandon	<ul style="list-style-type: none"> - demande intervention - 1^{ère} intervention - besoin en pièce - établissement du devis - refus ou abandon - facturation 	Facturation du déplacement et de la main d'œuvre de diagnostic au cout forfaitaire

ARTICLE 6 – TRACABILITE DES INTERVENTIONS

6.1 – Traçabilité immédiate (au fil de l'eau)

Toute intervention donne lieu à l'établissement d'une fiche d'intervention (compte-rendu détaillé), dont plusieurs exemplaires devront être adressés par mail à la charge du titulaire aux bénéficiaires suivants :. Dans l'objet de ce courriel la référence de la demande (numéro OT et ou GMAO) devra apparaître, à la charge du titulaire aux bénéficiaires suivants :

- **1 exemplaire** daté et contresigné auprès du responsable de site (gérant) servant d'attestation du service fait, remis immédiatement après l'intervention et intégré dans le registre d'entretien des matériels (*il existe un registre par restaurant*).
- **1 exemplaire** remis sous format dématérialisé (mail) à la section MRC de la division RHL de la PFC SO.

Dans l'objet de ce courriel la référence de la demande (numéro OT et ou GMAO) devra être rappelé.

Ce compte rendu identifie les matériels concernés, atteste que les opérations prévues au contrat ont bien été effectuées, signale les interventions effectuées à l'initiative de l'intervenant, ainsi que les heures de début et de fin de ces interventions. Il comporte s'il y a lieu les observations telles que : anomalies constatées, usure de certains organes, risque de détérioration, état du matériel après l'intervention, intervention supplémentaire à réaliser éventuellement.

Les factures associées aux interventions doivent impérativement mentionner le numéro d'immatriculation MAT-S du matériel, conformément à l'expression de besoin. En vue de prendre en compte l'évolution des besoins, un inventaire actualisé MAT-S certifié du détenteur de biens sera transmis au titulaire.

Une fiche d'intervention est obligatoire dans le cas d'une intervention sur le circuit ou manipulation du fluide frigorigène d'un équipement accompagné d'une copie de l'attestation de capacité :

- Pour chaque opération nécessitant une intervention sur le circuit frigorifique ou une manipulation de fluide frigorigène, une fiche d'intervention doit être établie par l'entreprise. L'arrêté du 29 février 2016 a introduit la fusion de la Fiche d'Intervention et du Bordereau de Suivi de Déchets avec l'obligation d'utiliser ce document unique Cerfa n° 15497*01.
- Depuis le 1er janvier 2016, pour chaque opération nécessitant une intervention sur le circuit frigorifique ou une manipulation de fluide frigorigène, l'opérateur doit remettre une copie de son attestation de capacité au détenteur de l'équipement.

6.2 – Fiche d'intervention, devis : support / formalisme à respecter

Pour la maintenance corrective la fiche d'intervention et le devis seront fournies par le titulaire sans délai par mail, celui-ci doit mentionner dans son objet le numéro de l'OT et ou GMAO et devront impérativement comporter les mentions suivantes :

- Nom commercial du titulaire, coordonnées et SIRET ;
- OT et ou GMAO (numéro de demande d'intervention PFC SO BORDEAUX / DIV RHL / SIMRC-Infra)

- Site et restaurant concernés (tel inscrit dans l'annexe C du CCAP) ;
- Numéro de marché ;
- But générique de l'intervention : visite diagnostic, maintenance palliative ou corrective ;
- Date, heure de début et heure de fin d'intervention ;
- Matériel concerné (désignation, modèle, marque, et immatriculation) ;
- Résultat diagnostic et travaux effectués ;
- Pièce(s) remplacée(s) ou pièce à commander (si maintenance palliative) ;
- Observations éventuelles du bénéficiaire.

Le titulaire est autorisé à formaliser ses interventions par voie dématérialisée.

ARTICLE 7 – PIÈCES DETACHEES

Lors du remplacement de pièces et des réparations, le titulaire utilise ses propres outils, appareillages et appareils de mesure (ensemble des équipements nécessaires à la bonne exécution des prestations confiées au titulaire, y compris tout engin de levage ou de manutention).

7.1 – Approvisionnement et garantie des pièces

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables sont celles préconisées par le constructeur. A l'issue de la période de garantie des matériels, des pièces génériques pourront être utilisées sous réserve d'être de qualité et durabilité équivalente à celles utilisées par le constructeur. Les pièces de rechanges doivent être neuves. Le titulaire garantit les fournitures contre toute malfaçon ou vice de fabrication décelé lors de l'utilisation.

Les fluides frigorigènes ou autres fluides caloporteurs nécessaires à la réfrigération font partie des pièces détachées. À ce titre la facturation s'effectuera au gramme près et devra obligatoirement conformément à l'article 6.1 être accompagné de la fiche d'intervention réglementaire pour preuve.

Garantie des pièces : la durée ne peut être inférieure à six mois (*la date de signature du compte-rendu d'intervention faisant foi*). Si le prestataire retenu a proposé dans son offre des pièces disposant d'une garantie supérieure (en durée et en qualité), il est tenu par l'application de son offre.

Le titulaire ne peut invoquer le non approvisionnement de pièces de rechanges, pour ne pas maintenir un matériel, que s'il apporte la preuve que la pièce n'est plus disponible chez les fournisseurs et constructeurs. Néanmoins, si la PFC SO BORDEAUX / DIV RHL / CIMRC-Infra à connaissance d'un fournisseur, elle pourra l'imposer au titulaire.

Le bénéficiaire se réserve le droit de fournir les pièces détachées, à titre exceptionnel, le cumul ne dépassant pas 5% du montant annuel du marché.

7.2 – Enlèvement et élimination des pièces usagées

Le titulaire est responsable de l'enlèvement et l'élimination des pièces usagées (y compris des fluides). Il s'engage à éliminer les déchets par type de traitement conformément, notamment, aux dispositions du code de l'environnement relatives à l'élimination des déchets industriels et à la récupération des matériaux.

7.3 – Prix de la pièce détachée (remises et marge commerciale)

Le titulaire s'engage à faire bénéficier l'administration de tarifs préférentiels sur les pièces détachées au titre de la maintenance corrective (*les conditions sont précisées dans le dépôt de l'offre*). Etant entendu que le présent marché de maintenance concerne principalement l'achat d'une prestation et non pas de fournitures.

L'administration se réserve la possibilité de vérifier :

- auprès du titulaire le taux de marge maximum défini au BPU. A cette fin, il pourra lui être demandé, de fournir le devis de son fournisseur qui permettra cette vérification. Le prestataire se verra refusé le devis dans le cas où le pourcentage de marge ne serait pas conforme au marché public.
- auprès d'autres fournisseurs le prix de la pièce en question et d'en imposer l'achat (en lieu et place) au prestataire si le coût TTC de cette dernière augmentée de la marge prévue au marché est inférieur à la proposition initiale. Le prestataire devra, accepter de se fournir via le devis (qualité et quantité équivalente) fourni contradictoirement par l'administration (ou de s'aligner sur ce dernier).

ARTICLE 8 – Conditions particulières d'exécution

8.1 – Variation du parc MRC

Ce marché comprend au titre de la maintenance, l'entretien préventif et curatif de l'ensemble des équipements, évolutifs, sur la durée du marché. Le titulaire s'engage à ne pas modifier le prix de la prestation quel que soit le nombre d'équipements, sauf importante variation du parc (au-delà de 10%) pouvant remettre en cause l'économie du marché (exemple : MRC sortant de garantie).

8.2 – Matériels neufs sous garantie

Dans le cadre de la mise en place de matériel neuf sous garantie constructeur, le titulaire n'intervient pas sur le matériel au titre de la maintenance corrective. Les responsables bénéficiaires sont chargés de faire intervenir le fournisseur dans le cadre de cette garantie. Pour la maintenance préventive, si le titulaire est habilité par le fabricant, il interviendra selon les préconisations « constructeur » prévues.